

**CONSEIL ÉCONOMIQUE,  
SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL**

—  
**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**

—  
Direction Administrative et Financière

—  
*Service des marchés*

**ACCORD CADRE DE TRAVAUX**

<p><b>TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DES ACCUEILS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL</b></p>
--

PROCEDURE ADAPTEE soumise aux dispositions de l'article L.2123-1.1° et R.2123-1.1° du  
Code de la Commande Publique

**Référence du marché : 25MAR10**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP**

## Table des matières

<b>1. LE POUVOIR ADJUDICATEUR .....</b>	<b>4</b>
1.1 Le Conseil économique, social et environnemental .....	4
1.2 Nom et adresse officiels du pouvoir adjudicateur .....	4
<b>2. OBJET DU MARCHE .....</b>	<b>5</b>
<b>3. DUREE DU MARCHE .....</b>	<b>5</b>
<b>4. DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>5</b>
<b>5. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>6</b>
5.1 Lieu d'exécution des travaux .....	6
5.2 Planning des travaux .....	6
5.3 Ordres de services.....	6
5.4 Planning d'intervention .....	7
5.5 Travaux réalisés en milieu occupé .....	7
<b>6. SOUS TRAITANCE.....</b>	<b>7</b>
<b>7. CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....</b>	<b>8</b>
7.1 Confidentialité .....	8
7.2 Protection des données à caractères personnel .....	8
<b>8. PRIX DU MARCHE .....</b>	<b>8</b>
8.1 Modalités de règlement des prestations.....	8
8.2 Modalités de paiement .....	9
8.3 Acceptation de la demande de paiement .....	9
8.4 Paiement.....	10
8.5 Retard de paiement – Intérêt moratoire .....	10
8.6 Délai global de paiement.....	10
8.7 Nantissement.....	10
8.8 Avance.....	10
<b>9. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>10</b>
9.1 Réception.....	10
<b>9.2 Documents à fournir après l'exécution .....</b>	<b>10</b>
9.3 Délais de garantie.....	11
<b>9.4 Assurances .....</b>	<b>11</b>
<b>10. CONDITIONS DE L'EXECUTION DU MARCHE .....</b>	<b>11</b>
10.2 SECURITE .....	12
10.3 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT .....	12
<b>11. LIEUX D'INTERVENTION.....</b>	<b>12</b>
<b>12. NATURE DES TRAVAUX .....</b>	<b>13</b>

13.	<b>SANCTIONS - PENALITES .....</b>	13
14.	<b>RESPONSABILITES – ASSURANCE - SINISTRES.....</b>	13
15.	<b>RESILIATION .....</b>	14
16 –	<b>DEROGATION AU CCAG/TRAVAUX.....</b>	15

## **1. LE POUVOIR ADJUDICATEUR**

### **1.1 Le Conseil économique, social et environnemental**

Troisième assemblée constitutionnelle de la République, le Conseil économique, social et environnemental (ci-après désigné « CESE », « acheteur » ou « Pouvoir adjudicateur »), regroupe des membres désignés par les principales associations de France, les syndicats de salariés, les organisations patronales et de nombreux acteurs de la société civile.

Représentant des dizaines de millions de Français.es, les membres du CESE sont immergés au cœur des problématiques de notre société et proposent des solutions innovantes et adaptées aux enjeux d'aujourd'hui et de demain.

Le CESE est principalement investi de quatre missions :

- Conseiller le Gouvernement et le Parlement et participer à l'élaboration de la politique économique, sociale et environnementale ;
- Favoriser, à travers sa composition, le dialogue entre les catégories socioprofessionnelles dont les préoccupations, différentes à l'origine, se rapprochent dans l'élaboration de propositions d'intérêt général ;
- Contribuer à l'évaluation des politiques publiques à caractère économique, social et environnemental ;
- Promouvoir un dialogue constructif et une coopération avec les assemblées consultatives créées auprès des collectivités territoriales et auprès de ses homologues européens et étrangers.

Le conseil peut être saisi par le Gouvernement, le Parlement, par voie de pétition citoyenne ou bien s'autosaisir d'une thématique afin de rendre un avis, une étude ou une résolution sur le sujet.

Le CESE est en contact permanent avec les préoccupations des Françaises et des Français, à travers le travail de ses conseillers et des 700 préconisations annuelles qu'ils formulent. Ces préconisations contribuent à la mise en place des mesures effectives impactant le quotidien des citoyens.

Les membres du CESE participent à l'élaboration des travaux et des productions (avis, études et résolutions) qui sont ensuite adoptés lors d'assemblées plénières.

Les dispositifs de participation citoyenne, désormais partie intégrante des activités du CESE, alimentent et enrichissent ses travaux, par l'organisation, notamment, de conventions citoyennes, de collectifs citoyens ou encore de groupes citoyens.

L'hémicycle du palais Iéna accueille par ailleurs de nombreux événements colloques et manifestations.

### **1.2 Nom et adresse officiels du pouvoir adjudicateur**

#### **CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL**

Secrétariat Général  
9 place d'Iéna  
75775 Paris Cedex 16

Ci-après désignée « CESE ».

**Désignation du représentant de l'acheteur** : Monsieur Valéry MOLET, Secrétaire général du Conseil économique, social et environnemental

**Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-59 du code de la commande publique** : Madame Amélie Figeac – Directrice Administrative et Financière, Trésorière du Conseil économique, social et environnemental - 9 place d'Iéna – 75775 Paris cedex 16

## **2. OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet les travaux de réaménagement des accueils du Conseil Economique, Social et Environnemental. Les lots concernés par le marché sont les suivants : cloisons/faux-plafonds/isolation, menuiseries intérieures, peinture/revêtements muraux & sols souples, agencements.

### **Objectifs du marché :**

La finalité de ce marché est de désigner les entreprises pour la réalisation des travaux des lots listés ci-dessus. Il est à noter que les travaux seront réalisés en étroite collaboration avec les entreprises ayant la charge des lots installations de chantier/gros-œuvre, CFO/CFA/SSI, CVC, métallerie.

La description et la consistance des prestations sont listées au CCTP.

## **3. DUREE DU MARCHÉ**

Le marché est conclu pour une durée de 6 mois à compter de sa notification.

Pour autant, la durée d'exécution des travaux est fixée dans le planning prévisionnel annexé au dossier de consultation des entreprises.

## **4. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/TRAVAUX, le présent marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, dont l'exemplaire conservé dans les archives du CESE fait seul foi, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement daté et signé par le représentant qualifié de l'entreprise signataire du marché ;
- L'annexe financière : Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP et pièces graphiques) du projet ;
- Le planning prévisionnel de l'opération ;
- Le Rapport Initial du Contrôleur Technique (RICT) ;
- Le Plan Général de Coordination (PGC) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux ;
- L'offre technique du titulaire.

Tous les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'art et devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels existants au moment de la réalisation des travaux, sauf demande écrite contraire du Maître d'Ouvrage.

Ils comprennent tous les textes portant sur les ouvrages et matériaux couverts par le marché, leur fabrication, leur mise en place, leur entretien, ainsi que sur tous les matériels environnants.

Et d'une manière générale, tous les textes réglementaires en vigueur au mois précédant la remise des offres.

Le fait de ne pas énumérer la totalité des normes et règlements ne peut être pris pour argument d'ignorance par le TITULAIRE, celui-ci étant réputé les connaître, du seul fait de soumissionner et en tant qu'homme de l'art.

Dans le cadre de son rôle de conseil, le titulaire signalera au pouvoir adjudicateur tout changement de la législation.

De plus, à la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire pourra être amené à le renseigner sur des applications de la législation.

### **Normes**

Les travaux et les prestations exécutés, les produits et matériels employés devront être conformes aux stipulations de l'ensemble des normes homologuées ou à toutes normes équivalentes.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du présent marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution dudit marché, ainsi que les textes qui seraient publiés.

Le Titulaire devra informer le POUVOIR ADJUDICATEUR de toute modification ou évolution des normes ou de réglementation relative aux travaux et prestations décrits dans le présent CCAP durant toute la durée du marché.

## **5. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **5.1 Lieu d'exécution des travaux**

Les prestations objet de la consultation sont à exécuter au Conseil Economique Social et Environnemental sis 9 Place d'Iéna - 75775 Paris Cedex 16

### **5.2 Planning des travaux**

Au cours du chantier et avec l'accord du titulaire, le Maître d'œuvre, en accord avec le CESE, peut modifier le calendrier détaillé d'exécution.

### **5.3 Ordres de services**

Les travaux sont exécutés par le titulaire, sous la direction du Maître d'œuvre, conformément aux ordres de service, plans et dossiers remis. L'ordre de service prend la forme d'un document écrit, numéroté, signé et daté faisant l'objet d'un envoi par courrier avec accusé de réception. Les ordres de service sont adressés en deux exemplaires au titulaire, qui renvoie immédiatement au maître d'œuvre l'un des exemplaires, après y avoir apposé sa signature et la date de réception.

Il ne pourra exécuter que les travaux qui lui sont prescrits. Les ordres de service prescrivant des modifications seront obligatoirement visés, pour accord, par le CESE.

Les ordres de services adressés de manière verbale sont autorisés essentiellement pour les cas d'urgence où la sécurité des personnes et des biens pourraient être mise en cause.

#### **5.4 Planning d'intervention**

Les interventions programmées sont organisées avec la Direction de l'accueil des publics et du patrimoine immobilier (DAPPI) et prévues dans les horaires d'ouverture du CESE (08h00-17h00) sous réserve du code du travail de l'ensemble des consignes de sécurité.

#### **5.5 Travaux réalisés en milieu occupé**

Les prestations seront réalisées en milieu occupé. L'ensemble des réalisations entraîne le déplacement et la remise en place du mobilier ou objet encombrants ainsi que la protection des meubles, objets ou ouvrages pendant les travaux à charge du titulaire.

A la fin de l'intervention, le titulaire veillera ou fera procéder à sa charge le nettoyage de la zone de chantier ainsi qu'à l'évacuation des déchets sans délai et en respectant la consigne de la valorisation des matériaux des centres de tri.

### **6. SOUS TRAITANCE**

Le titulaire d'un marché de travaux peut sous-traiter partiellement son marché à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation par l'administration confère au sous-traitant le droit au paiement direct pour toute créance supérieure ou égale à 600 €HT et dans la limite du montant du marché ou du montant sous-traité. Les demandes d'acceptation de sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial DC 4 \*.

Le titulaire doit fournir les déclarations et attestations du sous-traitant suivantes :

- La déclaration du candidat DC 2\* complètement renseignée et signée accompagnée des certificats, déclarations et attestations qui y sont mentionnées,
- Les certificats fiscaux et sociaux ou NOTI 2\* ou une simple attestation sur l'honneur,
- La déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé,
- Extrait Kbis,
- Attestation d'assurance,
- Plaquette commerciale de présentation du sous-traitant,
- Capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références).

Conformément au CCAG/TRAVAUX, dès signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, l'acheteur public notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître à l'acheteur public le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

La notification portant acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de son paiement précise qu'il doit adresser ses demandes de paiement au titulaire du marché ainsi qu'au maître d'œuvre désigné au présent marché.

L'acheteur public se réserve la possibilité de demander que le montant des prestations du sous-traitant soit présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Par ailleurs, l'acheteur public se réserve la possibilité, par dérogation à l'article 3.6.1.5 du

CCAG/TRAVAUX, de demander au titulaire, par courrier avec accusé de réception de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance :

- les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31/12/1993,
- les prescriptions techniques figurant au présent marché, notamment le CCTP ;
- les clauses concernant les modalités de paiement direct des acomptes et du solde, notamment la production finale du quitus du sous-traitant.

En effet, avec le décompte final, le titulaire produit un document valant quitus par lequel le sous-traitant atteste que l'ensemble des paiements directs dont il a bénéficié avec les acomptes, augmenté éventuellement du montant prévu avec le solde, rémunère la totalité des prestations qu'il a effectuées dans le cadre du marché et qu'il renonce, de ce fait, à toute action à l'encontre du pouvoir adjudicateur. Le titulaire s'engage à faire figurer dans ses contrats de sous-traitance, une clause indiquant la nécessité de fournir ce quitus.

## **7. CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

### **7.1 Confidentialité**

Le titulaire, le CESE, ainsi que le maître d'œuvre, qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire, du CESE, ainsi que du maître d'œuvre, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

### **7.2 Protection des données à caractères personnel**

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché et notamment le règlement UE 216/679 du Parlement européen et du Conseil (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux données et aux libertés.

## **8. PRIX DU MARCHE**

### **8.1 Modalités de règlement des prestations**

Les prix du marché seront traités à prix forfaitaire et non révisable, conformément à la Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPFG). Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la facturation des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, à la garantie, au transport jusqu'au lieu de livraison et au déchargement des fournitures



livrées. Ils comprennent également tous les frais liés aux assurances, garanties et autres dépenses du Titulaire nécessaires à l'exécution des prestations.

De plus, le prix comprend aussi toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que l'ensemble des frais et taxes en vigueur pour l'éventuelle importation des matériels en France depuis un territoire étranger ; les opérations de douane (dont dédouanement) étant à la charge et au frais du Titulaire.

En cas de Titulaire étranger, le marché sera établi Hors Taxes. Dans ce cas, la part de TVA correspondant aux prestations du marché sera directement versée par le CESE aux services fiscaux français concernés.

## **8.2 Modalités de paiement**

Les factures afférentes au marché porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom, n° SIRET et adresse du créancier,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- le numéro du marché : **25MAR10**
- la date du marché,
- la prestation exécutée,
- le numéro du marché subséquent,
- le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- la date.

Les factures, en version électronique, seront établies au :

Conseil économique, social et environnemental  
Secrétariat Général  
Direction administrative et financière  
Cellule facturière  
9 Place d'Iéna  
75775 Paris Cedex 16

Les factures seront transmises au Maître d'Œuvre et à l'Assistant Maître d'Ouvrage aux adresses mail suivantes : [hugues.bothier@pokarchitecture.fr](mailto:hugues.bothier@pokarchitecture.fr) ; [sba@theop.fr](mailto:sba@theop.fr).

Les factures seront ensuite visées par le Maître d'Œuvre et l'Assistant Maître d'Ouvrage avant d'être déposées par le titulaire du marché sur le portail Chorus-Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>  
Il conviendra d'indiquer le Siret du CESE et le code service d'imputation de l'engagement juridique (ces éléments seront fournis au titulaire dès la notification).

## **8.3 Acceptation de la demande de paiement**

Le CESE accepte, propose des rectifications ou rejette la demande de paiement. Le statut correspondant à chaque demande de paiement est mis à disposition de l'émetteur au travers de Chorus Pro.

Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi au titulaire.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le CESE règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

#### **8.4 Paiement**

Le paiement est effectué en euros, au compte ouvert au nom du titulaire (ou du sous-traitant en cas de paiement direct) mentionné sur l'IBAN + BIC fourni par le titulaire ou le sous-traitant.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Secrétaire général du CESE.

La personne chargée du paiement est le trésorier du CESE.

#### **8.5 Retard de paiement – Intérêt moratoire**

En cas de retard dans le paiement, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne (BCE) en vigueur majoré de huit points.

Aux intérêts moratoires, s'ajoute le versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui s'élève à quarante (40) euros.

#### **8.6 Délai global de paiement**

Le CESE dispose d'un délai de trente (30) jours pour procéder au paiement des sommes dues au titulaire. Ce délai court à compter de la date de réception des documents par le CESE.

#### **8.7 Nantissement**

Les conditions de cession ou de nantissement de créances sont fixées par les articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique.

#### **8.8 Avance**

Le versement d'une avance est prévu conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Le titulaire du marché pourra soit accepter soit refuser le versement de l'avance (voir le cadre de réponse prévu à cet effet à l'acte d'engagement).

Le montant est fixé à 20 % du montant du marché hors avenant.

### **9. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX**

#### **9.1 Réception**

La réception se fera en application de l'article 41 et les suivants du CCAG/TRAVAUX.

#### **9.2 Documents à fournir après l'exécution**

En application de l'article 40 du CCAG/TRAVAUX, le titulaire est tenu de remettre au CESE avant la réception, en trois exemplaires dont un reproductible, les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, établis conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur. De même, le titulaire est tenu de remettre au CESE, dans le mois suivant la réception, les plans et les autres documents conformes à l'exécution.

Le marché subséquent fixe les documents qui compte tenu de la spécificité du marché qui doivent être fournis en sus.

### **9.3 Délais de garantie**

Conformément à l'article 44.1 du CCAG/TRAVAUX, le délai de garantie est fixé à un an à compter de la date d'effet de la réception. Durant le délai de garantie, le titulaire est tenu à « l'obligation de parfait achèvement » des ouvrages exécutés.

Au titre de cette obligation, il doit en particulier :

- remédier à ses frais à tous les désordres dont les causes lui sont imputables, et qui se produiraient durant le délai de garantie, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il se trouvait lors de la réception ou après reprises des imperfections constatées ;
- Exécuter les travaux de finition ou de reprises demandés lors de la réception.

En application des articles 1792 et 2270 modifié du Code Civil, les travaux demeurent soumis à une garantie de 10 ans pour les gros ouvrages et les éléments d'équipement faisant indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert, les autres éléments d'équipement étant soumis à une garantie de bon fonctionnement de 2 ans (article 1792-3 du Code Civil).

Il est précisé que le point de départ des garanties visées ci-avant est la date d'effet de la réception.

### **9.4 Assurances**

Le prestataire déclare être titulaire, d'une police d'assurance en cours de validité, qui doit garantir sa responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle, incluant la responsabilité civile après travaux ou livraison, en le couvrant pour tous les risques d'accidents ou dommages causés à toute personne et aux biens meubles et immobiliers du CESE, dont il serait tenu pour responsable par le fait de son personnel ou résultant de l'exécution de tous travaux ou visites des installations, objet du présent Marché.

Cette police devra couvrir les dommages corporels sans limitation de somme, et les dommages matériels et immatériels de façon à faire bénéficier l'établissement, dans tous les cas de mise en jeu de la responsabilité du titulaire, d'une indemnisation pécuniaire. S'il apparaît au CESE que les couvertures sont insuffisantes pour le présent marché, elle pourra exiger du titulaire des protections particulières.

Le titulaire produit, avant tout commencement d'exécution du présent Marché, au CESE, une attestation de l'assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie ainsi que la franchise si elle existe. Une copie de sa police d'assurance peut lui être aussi demandée par le CESE.

Le titulaire acquittera ses primes d'assurance à ses frais exclusivement, et justifiera de leurs paiements à chaque date anniversaire du présent Marché. Toute modification du contrat d'assurance devra être immédiatement signalée par écrit au CESE.

## **10. CONDITIONS DE L'EXECUTION DU MARCHE**

Le marché regroupe l'ensemble des prestations à réaliser par le titulaire pour en assurer un bon fonctionnement (gestion du personnel, gestion comptable, gestion des approvisionnements du

matériel et produit). Par ailleurs, il se conformera aux consignes transmises par le donneur d'ordre dans le cadre des différentes prestations dont il aura la charge.

En conséquence, le titulaire s'engage à mettre en place tous les moyens nécessaires au bon fonctionnement de ce marché, et reconnaît que tous les moyens et modalités définis dans ce présent CCAP ou dans les autres documents cités ne sont que des moyens minimaux nécessaires pour atteindre l'objectif et les obligations de ce marché.

Le titulaire désignera dans l'acte d'engagement un ou deux représentants qui seront les interlocuteurs privilégiés du Conseil Economique, Social et Environnemental.

### **10.1 ORGANISATION DU TRAVAIL**

Tous les travaux prévus au marché sont exécutés sous l'entière responsabilité du titulaire, par un personnel de qualité, formé et spécialisé dans son domaine et avec l'expérience requise, bénéficiant de toutes les lois sociales en vigueur. Le titulaire s'engage à fournir tout le personnel nécessaire en nombre suffisant pour la durée totale du contrat.

Le Titulaire devra faire réaliser un plan de prévention annuel.

### **10.2 SECURITE**

Le titulaire s'engage à respecter les règles de sécurité et d'hygiène de travail et notamment les principes généraux de l'organisation de la prévention des risques (L4121-2 du Code du travail).

Il fournit à son personnel l'outillage de sécurité et le matériel de protection rendus nécessaires par la nature des prestations à exécuter. Le personnel intervenant devra s'équiper des EPI fournis par le titulaire, en adéquation aux risques du métier et en assurer son renouvellement tout le long de son chantier.

Il doit informer sans délai le pouvoir adjudicateur de toute anomalie susceptible d'entraîner des détériorations sur les bâtiments ou de mettre en cause la sécurité, l'hygiène, le confort ou un impact négatif sur l'environnement.

Le titulaire du Marché s'engage à respecter les prescriptions du Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS) désigné par le Maître d'Ouvrage dans le cadre du projet de réaménagement des Accueils.

### **10.3 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du CESE.

A cet effet, le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du marché, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, l'évacuation des déblais.

## **11. LIEUX D'INTERVENTION**

Les travaux seront réalisés au sein du CESE sis :

Le Palais est composé de différentes parties :

- Aile Albert de Mun 9.373 m<sup>2</sup> SHOB : 6.091,5 m<sup>2</sup> sur quatre niveaux et une terrasse, et 3.281 en sous-sol (réserves et locaux techniques)
- Rotonde 8.805 m<sup>2</sup> SHOB
- Aile Iéna 5.267 m<sup>2</sup> SHOB
- Aile Wilson 1.065 m<sup>2</sup> SHOB
- Parking deux niveaux sous cour intérieure 2.484 m<sup>2</sup> SHOB

Les plans du Bâtiment seront remis au Titulaire du marché.

## 12. NATURE DES TRAVAUX

Les travaux par lot sont décrits dans le CCTP et dans les pièces graphiques du projet des Accueils.

## 13. SANCTIONS - PENALITES

### Sanctions et autres pénalités :

Dans le cadre du présent marché et des conditions définies au présent CCAP, le manquement à certaines obligations prévues peut entraîner des sanctions ou des pénalités financières :

Manquements	Sanctions - Pénalités
Retard des travaux dans les délais prévus au planning prévisionnel	2 % du montant du marché par jour calendaire de retard
Fin de chantier non nettoyé	100 € après 2 notifications non suivi d'effet
Déchets non évacués en fin de chantier	100 € après 2 notifications non suivi d'effet
Non-respect de la législation en cours	Pénalité de 50€ par jour dès notification par courrier à s'y conformer
Absence de transmission d'informations obligatoire (RC Assurances)	Pénalité de 50 € par jour de retard à l'expiration du délai fixé par le CESE

Les pénalités sont exclusives les unes des autres, et peuvent donc se cumuler.

## 14. RESPONSABILITES – ASSURANCE - SINISTRES

### RESPONSABILITES

Le titulaire du marché engage sa pleine responsabilité au cours de l'exécution des prestations qui peuvent causer des dommages directement ou indirectement à son personnel ou à des tiers, aux biens lui appartenant ou non.

### ASSURANCES

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance couvrant dans le cadre de ses activités garantissant les conséquences financières de la responsabilité civile en cas de dommages corporels, matériels, immatériels.

Le contrat devra être conclu dès la notification du marché, et durant toute la période de son exécution. Le titulaire devra remettre sans délai sur demande de l'adjudicateur une attestation de son assureur indiquant, la nature, le montant et la durée de la garantie.

#### **SINISTRES**

En cas de sinistre survenu en cours de l'exécution de la prestation, le titulaire aura la responsabilité de mettre en œuvre toutes les actions nécessaires afin de le stopper, ou de minimiser les dommages. Il devra sans délai prévenir le responsable de la (Direction de l'accueil des publics et du patrimoine immobilier (DAPPI).

### **15. RESILIATION**

Le CESE peut mettre fin à l'exécution des prestations objet du présent marché avant l'achèvement de celles-ci dans les cas suivants :

- **les cas d'événements extérieurs à l'accord-cadre, tels que le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire du titulaire :**

En cas de redressement judiciaire, l'accord-cadre est résilié si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, l'accord-cadre est résilié si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-10 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

- **En cas de faute du titulaire :**

En cas de non-respect réitéré par le titulaire de l'une des obligations au titre du présent accord-cadre, le CESE met en demeure le titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, de remédier à cette situation dans un délai de 30 jours calendaires.

Si la mise en demeure reste infructueuse à l'issue de ce délai, le CESE peut résilier le présent accord-cadre de plein droit par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception ; la résiliation prenant effet à la date de première présentation de ladite lettre recommandée.

- **En l'absence de faute du titulaire :**

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le CESE peut résilier le présent accord-cadre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception ; la résiliation prenant effet à la date de première présentation de ladite lettre.

- **Pour motif d'intérêt général :**

Le marché public peut être résilié par le pouvoir adjudicateur pour motif d'intérêt général, en l'absence de faute du titulaire, la décision étant signifiée par lettre recommandée avec avis de réception. La date de résiliation est celle mentionnée à la décision.

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché public sans indemnité, avec possibilité d'une exécution aux frais et risques du titulaire.

Dans tous les cas de résiliation, le titulaire est tenu d'exécuter les prestations jusqu'à la date d'effet de la résiliation.

## 16 – DEROGATION AU CCAG/TRAVAUX

Articles du CCAG auxquels il est dérogé	Intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	4
3.6.1.5	6